

Profession Recycleur ouvre chaque année ses colonnes à une cinquantaine de professionnels du recyclage et de la récupération, qui sont autant de contributions partagées avec ses lecteurs. Si vous aussi souhaitez vous exprimer, contactez Christine Lairy à l'adresse christine.lairy@metaltribune.com ou au 02 99 85 47 62.

Arnaud Brunet, directeur général du Bureau International du Recyclage Une situation toujours « difficile et contrastée »



La convention de printemps du Bureau International du Recyclage (BIR) s'est tenue, cette année encore, dans un contexte très particulier. Tout s'est-il déroulé selon vos attentes ?

Nous avons inauguré une nouvelle plateforme Web dont nous sommes très contents car elle a permis à nos membres de communiquer facilement entre eux et de pouvoir faire du 'business'. L'enregistrement préalable* de la plupart des sessions a permis d'éviter les problèmes techniques. Nous avons gardé quelques éléments 'live'. Le contenu était très riche et très intéressant, objectivement. Les premiers échos que nous avons sont très positifs.

Certaines zones géographiques étaient-elles plus présentes que d'autres ?

Je n'ai pas encore le détail de la répartition mais une quarantaine de pays étaient représentés. Le fait que les programmes aient été préenregistrés nous a affranchis des problèmes de fuseaux horaires. Nous ressentons l'envie des gens de recommencer une vie réelle. Soit nous reprenons une vie normale à partir de la rentrée soit nous devons nous questionner sur le comment on communique alors que les gens en ont assez des écrans. La prochaine convention se déroulera du 24 au 26 octobre à Bruxelles avec beaucoup d'interrogations sur les modalités, mais je reste optimiste !

Que reprenez-vous de cette convention ?

Nous sommes toujours dans une situation difficile et contrastée, j'ai l'impression de me répéter de mois en mois. Lorsque l'amélioration est perceptible dans une région, la situation se dégrade dans d'autres. Nous avons le sentiment que l'Europe sort progressivement de la pandémie, de même pour l'Amérique du Nord. Les choses sont compliquées dans le sous-continent indien. L'Asie, en revanche, paraît assez dynamique tirée par la Chine. Si l'économie repart, nos métiers repartent dans le même temps. Nous sommes l'un des nombreux thermomètres de suivi de l'activité économique.

Les prix se sont considérablement raffermissés pour les métaux ferreux et non ferreux, en partie également pour le papier même si cela reste compliqué. Nous observons une amélioration générale des marchés et des prix. Parmi les difficultés soulevées à plusieurs reprises lors de la convention, figure le transport avec l'augmentation des coûts de 'shipping' et la pénurie de conteneurs. Pour les prix, un certain nombre de représentants de compagnies maritimes nous ont indiqué que des améliorations n'étaient pas attendues d'ici à la fin de l'année. La pandémie a désorganisé les transports.

La réglementation européenne semble agiter les professionnels.

Le grand sujet pour l'Europe est la révision annoncée de la réglementation sur les exportations de déchets. Nous pensons que cela peut perturber, voire stopper certains flux, donc déséquilibrer les marchés.

Cela manque de logique économique. Nous constatons tous les jours que le commerce des matières recyclées est mondial. Il peut être régional, mais il a quand même besoin d'avoir une envergure mondiale. Le pari que font aujourd'hui les institutions européennes d'avoir une économie circulaire européenne paraît assez utopique et alimenté par de mauvais arguments. Nous sentons la menace qui plane sur les exportations de métaux ferreux et non ferreux — considérées comme des exportations

de déchets et de matières polluantes. Or, il n'y a rien de plus faux. Il n'y a rien de moins polluant qu'un conteneur de cuivre ou de ferrailles. Ce ne sont certainement pas des déchets car il y a des clients à travers le monde. L'autre erreur est de vouloir forcer ces matières à rester en Europe afin de booster l'économie européenne de l'acier. Nous sommes sur des marchés structurellement déséquilibrés, nous produisons plus de matières à recycler que les besoins européens. Cela va déjà provoquer un effondrement des prix. Et cela ne va pas générer la création de nouvelles aciéries en Europe. On ne va pas créer de l'industrie lourde en Europe en gardant les ferrailles. Cela n'a pas de sens économique.

Les aciéries européennes ont besoin de réduire leur empreinte CO2, en s'assurant d'acheter des 'scraps' à bon prix !

Ce protectionnisme qui ne dit pas son nom ne nous paraît pas être la meilleure route à suivre. Cela a été dit moult fois durant la convention.

Serait-ce une réponse aux importations chinoises de produits en acier de moindre qualité ?

Si l'on considère qu'il s'agit d'un problème de qualité, que ce sont des industries subventionnées qui affaiblissent l'industrie européenne, il faut jouer sur les standards, pas sur les exportations de matières recyclées.

On utilise de mauvais outils pour répondre peut-être à de vrais problèmes. *In fine*, si l'on ne peut plus exporter ces matières dont nous savons qu'elles sont excédentaires par rapport aux besoins, va-t-on les mettre en décharge ?

Propos recueillis par Martine Chartier

*Le contenu des interventions est disponible en ligne jusqu'à fin juin.

A noter : les matières premières recyclées acier, laiton, cuivre et alliage d'aluminium moulé importées par la Chine doivent être soumises à un contrôle douanier à partir du 10 juin 2021. Dans leur annonce n°39 de 2021, les douanes chinoises ont revu la liste des marchandises d'importation et d'exportation qui doivent être inspectées et a inclus huit codes de marchandises douanières à 10 chiffres pour les matières premières recyclées importées.